

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

26, Bd HAUSSMANN, 75311 PARIS CEDEX 09 - TÉLÉPHONE 01 42 47 90 00

TÉLÉCOPIE : 01 42 47 93 11 - <http://www.ffsa.fr/>

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES, FISCALES ET DE LA CONCURRENCE

Paris, le 20 décembre 2005

Contact : Stéphane Hoareau
Tél. : 01 42 47 93 28
Fax : 01 42 47 92 22
Email : s.hoareau@ffsa.fr
Références : 2005-12-19-FFSA-J.Owens_OCDE

Objet : Projet relatif à l'attribution de profits aux établissements stables

Monsieur le Directeur,

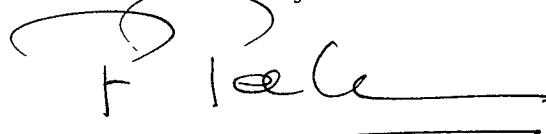
Par la présente, la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) souhaite apporter un éclairage complémentaire sur la note pour discussion concernant le projet relatif à l'attribution de profits aux établissements stables, partie IV (sociétés d'assurance).

La FFSA regroupe en effet 295 entreprises représentant 90% du marché français de l'assurance et près de 100% de l'activité internationale des entreprises de ce marché. Elle réunit des sociétés anonymes, des sociétés d'assurance mutuelle et des succursales de sociétés étrangères pratiquant l'assurance et la réassurance. Il nous semble donc utile d'apporter notre éclairage sur cette importante question.

Dans ce débat, nous tenons tout d'abord à souligner la qualité de l'analyse déjà réalisée par les services de l'OCDE, analyse qui est extrêmement utile à la bonne compréhension des activités d'une entreprise d'assurance. Notre objectif n'est donc pas de répondre de façon exhaustive et chronologique à la note du 27 juin 2005. Plus simplement, nous souhaitons souligner de façon plus particulière certains aspects de l'activité d'assurance et, à la lumière de ce constat général, vous faire part de nos commentaires sur quelques points essentiels.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à ces commentaires, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le Directeur Adjoint



François Tallon

Monsieur Jeffrey Owens
Directeur
Centre de politique et d'administration fiscales
OCDE
2, rue André Pascal
75775 Paris

**Note de l'OCDE pour discussion sur le projet
relatif à l'attribution de profits aux établissements stables
Partie IV (sociétés d'assurance)**

1 Généralités sur l'activité d'assurance et de réassurance

Cette activité consiste à offrir une garantie en échange d'une prime. Au moment de l'octroi de la garantie, l'assureur n'est pas en mesure de savoir avec précision si le risque va se réaliser, ni dans quelle proportion il devra sa garantie. Il doit en conséquence disposer de capitaux suffisants pour parer à toutes éventualités. Afin de s'assurer que tous les assureurs se conforment à cet objectif, les autorités de régulation de chaque pays édictent des règles prudentielles qui s'imposent aux compagnies. Elles précisent les proportions et natures d'investissement ainsi que la marge de solvabilité qu'elles doivent respecter. Ces « modèles » ont été construits en tenant compte de réalités économiques, ils traduisent ces réalités (dans le monde de l'assurance, on ne trouve pas de modèle uniforme, tel celui prévu par Bâle pour les banques). En s'y conformant, la compagnie a pris les mesures nécessaires pour faire face aux risques qu'elle s'est engagée à couvrir.

2 Hypothèse de travail

La FFSA estime que l'hypothèse de travail de l'OCDE est bonne, tant pour les activités d'assurance que de réassurance. Considérer l'établissement stable comme une entreprise fictivement distincte reflète une quasi-réalité. Certes la forme juridique de l'établissement stable (ES) - absence de personnalité morale propre- le distingue d'une filiale. Mais d'un point de vue économique, l'ES doit répondre aux mêmes exigences de solvabilité qu'une entreprise distincte. Excepté au sein de la Communauté européenne, les autorités de contrôle ne se satisfont pas de l'unicité de personne morale entre le siège et l'ES ; elles exigent une corrélation locale entre les engagements pris et les actifs.

La FFSA regrette néanmoins que la note de l'OCDE ne tire pas toutes les conséquences de cette hypothèse de travail (cf. infra).

3 L'attribution de capital

Pour les raisons exposées ci-dessus au 1, il nous semble préférable dans la plupart des cas de se référer aux règles de régulation locales pour déterminer la mesure dans laquelle doit être faite l'attribution de capital. Si aucune règle locale n'existe, alors les règles de régulation de l'Etat du siège doivent s'appliquer.

Ce choix se justifie par plusieurs raisons. Comme nous venons de l'expliquer, il est avant tout représentatif d'une réalité économique. D'autre part la somme des capitaux alloués à l'Etat du siège et à l'Etat d'accueil ne peut en aucune manière excéder le capital réel de l'entreprise. S'éloigner des règles locales peut conduire à ne pas respecter cette exigence. Enfin cette solution présente l'avantage d'une certaine simplicité d'utilisation tant pour l'entreprise que pour les autorités fiscales.

4 La notation

La FFSA estime que chaque ES doit pouvoir être noté de façon individuelle. Il n'y a aucune raison pour estimer a priori que l'ES doit bénéficier de la même note de crédit que le siège.

En effet chaque ES a un portefeuille de risques spécifique et est soumis à certaines règles prudentielles. Chaque risque nécessite lui-même un certain montant de capital. Il s'ensuit que la sommation de chacun de ces montants aboutit à une allocation de capital idoine et particulière à l'ES. Il est donc cohérent de penser que chacun d'entre eux est noté en fonction de ses engagements, non en fonction de ceux du siège. Comme il a été souligné au § 2, en envisageant le contraire l'OCDE ne tire pas toutes les conséquences de son hypothèse de travail. Un ES considéré comme une entreprise fictivement distincte doit pouvoir bénéficier d'une notation propre.

Cette considération est en pratique avalisée par les agences de notation, qui sont capables de différencier l'ES et le siège.

5 La réassurance interne à un groupe

Nous estimons important de rappeler en quoi consiste cette activité de réassurance et la manière dont celle-ci s'articule avec la problématique établissement stable. Plusieurs cas de figure :

- L'entreprise, dans le cadre de sa gestion des risques, souhaite se réassurer auprès d'une autre entreprise. Au lieu de laisser tous ses ES se réassurer isolément, elle va élaborer une politique globale de réassurance. Le siège aura un rôle centralisateur et va permettre une réassurance globale auprès d'une compagnie tierce. Cette méthode présente plusieurs avantages :

- L'opération est rationalisée.
- Elle est plus efficiente et permet des économies d'échelle.
- Le portefeuille proposé au réassureur est plus large, donc en principe plus diversifié. Le coût de la réassurance s'en trouve amoindri.

Il s'agit d'une opération de réassurance au sens classique du terme et elle ne soulève pas de difficultés particulières. Cette fonction centralisatrice du risque par le siège doit être identifiée d'un point de vue fiscal de la même façon que l'opération de réassurance d'une filiale, afin d'éviter toutes distorsions, conformément à l'hypothèse de travail.

- L'hypothèse d'un risque destiné à être centralisé, sans sortir de l'entreprise, dont l'objectif est d'organiser un transfert de risque intra entreprise, ne correspond en principe pas à une opération de réassurance. Par construction et comme l'affirme l'hypothèse de travail de l'OCDE, chaque ES est considéré comme indépendant. Il a reçu un capital suffisant pour lui permettre de faire face aux risques souscrits. Si cette considération est satisfaite, il n'a donc pas besoin de se réassurer en interne.

En revanche et pour certains grands risques (ex : événements climatiques), le capital alloué à l'ES se révélera insuffisant. Le capital du siège servira alors directement de couverture pour ces risques.

6 Principales fonctions entrepreneuriales de prise de risque (KERT)

Les fonctions KERT permettent de déterminer le lieu de prise d'une décision, afin de procéder à une attribution de capital à l'ES d'assurance. La FFSA estime que si aucune fonction KERT n'est prise au sein de l'ES, il ne s'agit pas d'un ES d'assurance. En conséquence les règles de la partie IV du rapport commentée ne trouvent pas à s'appliquer.

La FFSA estime que la définition des KERT ne retranscrit pas avec exactitude la manière dont sont prises les décisions au sein de l'entreprise. Ainsi, la souscription peut par exemple être effectuée soit par l'ES, soit par le siège en fonction du montant à assurer. Elle peut également être décidée par le siège et réalisée par l'ES. Elle peut encore être autorisée par le siège et finalement décidée par l'ES. La prise de décision n'est donc pas forcément instantanée, et ne se situe pas obligatoirement en un seul lieu. Face à cette multiplicité d'hypothèses, le concept de KERT devrait être précisé afin d'en permettre la mise en application pratique. Celle-ci reste pour l'instant malaisée.

7 Application des principes aux filiales

Nous estimons que la section C doit être supprimée. En effet le sujet des prix de transfert doit être traité spécifiquement et non au sein d'un rapport destiné à l'attribution de profits aux ES. La présence de ce paragraphe se justifie d'autant moins qu'aucune des parties I, II, III ne modifie les principes de l'OCDE en matière de prix de transfert.

*
* *

Conclusion :

Nous souhaitons saluer le travail que concrétise cette nouvelle rédaction de la partie IV, davantage en phase avec la réalité de l'assurance. Néanmoins nous estimons que le rapport doit pouvoir fournir des directives plus claires afin d'en faciliter la mise en application. Nous espérons donc que nos commentaires vous seront utiles dans l'élaboration de cette partie IV.